



# Déclarations et Discours

---

Nº 85/26

## SUR LA VOIE D'UN NOUVEL ACCORD COMMERCIAL AVEC LES ÉTATS-UNIS

Allocution du très honorable Joe Clark, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, devant la *Foreign Policy Association*, New York, le 18 novembre 1985.

Il y a cinq ans, je me suis adressé à vous à propos de la crise énergétique et de la nécessité pour nos deux pays de coopérer dans la recherche de solutions au problème.

Le gouvernement canadien d'alors n'a suivi mes conseils, ni sur cette question ni sur d'autres, et a procédé à ce qu'il a appelé le Programme énergétique national (PEN). Ce programme, qui donnait au gouvernement des pouvoirs de confiscation et autres pouvoirs extraordinaires sur l'industrie, s'est avéré impopulaire dans votre pays et désastreux dans le mien. Mais la démocratie a pour avantage de nous permettre de changer les politiques impopulaires et, il y a deux semaines, nous avons fêté le cinquième anniversaire du PEN en le supprimant.

Ce programme a été l'une des mesures qui reflétait l'extraordinaire tendance du Canada à se replier sur lui-même. En épitaphe de cette époque, nous pourrions dire qu'alors que nos concurrents s'adaptèrent à la conjoncture internationale, nous rapatriâmes la Constitution. L'ironie de la situation est que nous nous sommes repliés derrière des politiques défensives touchant l'énergie et l'investissement, au moment même où prenaient de l'essor notre confiance en nous et nos réalisations. Certains pourraient avancer que ce sont les politiques d'Ottawa qui ont favorisé cette confiance en nous. Je suis persuadé du contraire. Notre nouveau sentiment de confiance en nous est remarquable justement parce qu'il découle spontanément de notre peuple et de nos régions. Il est le reflet d'une maturité naturelle et non d'une politique artificielle.

Un des engagements du gouvernement actuel a précisément été de remplacer notre sentiment de vulnérabilité et de refléter notre confiance. Au cours de nos quatorze premiers mois en fonction, nous avons remplacé l'ancienne Agence d'examen de l'investissement étranger (AEIE), démantelé le PEN et entrepris de réduire le déficit. Et maintenant, nous œuvrons pour que le Canada s'élançe de nouveau dans le monde et tire profit de ses débouchés de nation commerciale. Davantage que la plupart des pays, nos emplois et notre croissance dépendent du commerce. Parmi les sept nations du Sommet économique, seule l'Allemagne dépend plus que nous des exportations. Voilà pourquoi nous recherchons maintenant si sérieusement les occasions de nous engager dans des négociations commerciales bilatérales et multilatérales.

Je sais que presque tous les Américains et Canadiens ont les yeux tournés vers Genève et la rencontre de demain entre le président Reagan et le secrétaire Gorbatchev. La façon dont vous avez associé vos alliés au processus dont l'issue nous affecte tous témoigne du leadership américain. Fort de l'appui du peuple du Canada et de nos prières, le président Reagan a entamé les discussions.

---